

La culture financière a sa place dans les programmes scolaires

Il faut apprendre aux enfants et aux jeunes adultes à entretenir un rapport raisonnable avec l'argent. C'est dans l'intérêt de notre société et de l'économie, mais aussi et surtout des parents, premiers responsables de l'éducation des nouvelles générations. L'école peut aussi fournir une importante contribution à l'éducation des enfants et des jeunes en matière financière. Les ressources nécessaires font, toutefois, défaut, tout comme les éléments qui devront figurer dans le programme, autant de questions qu'il s'agit de préciser et de régler.

- 1 Stähli Thomas, Zobl Matthias et Hobein Günther A. (éd.), *Financial Literacy in der Schweiz*, Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften, Winterthur, 2008.
- 2 Streuli Elisabeth, *Verschuldung junger Erwachsener - Zusammenfassung wichtiger Ergebnisse*, Fachhochschule Nordwestschweiz, Institut Kinder- und Jugendhilfe, Bâle, 2007.
- 3 En matière de formation, voici ce que dit l'article 3 du Concordat scolaire HarmoS: «Durant la scolarité obligatoire, tous les élèves acquièrent et développent les connaissances et les compétences fondamentales ainsi que l'identité culturelle qui leur permettront de poursuivre leur formation tout au long de leur vie et de trouver leur place dans la vie sociale et professionnelle.»

Les connaissances financières de la population suisse accusent parfois d'importantes lacunes. On constate qu'une partie du public ne comprend pas les liens élémentaires entre risque et sécurité et certains points relatifs à la prévoyance sont massivement ignorés¹. Les conséquences sont dramatiques pour la jeune génération: pas moins de 40% des 18-24 ans sont endettés, la moitié d'entre eux pour un montant supérieur à 1000 francs².

Tous les acteurs sont concernés

Aujourd'hui, il n'est plus possible d'intégrer correctement à la vie professionnelle et au corps social des jeunes gens qui n'ont pas un minimum de connaissances financières et une approche saine des questions d'argent. L'école doit contribuer à leur culture financière³, même s'il n'est pas question de lui demander de suppléer entièrement à cette nouvelle carence sociale. Au contraire, tous les acteurs concernés – parents, associations de jeunesse, responsables de la politique de formation et membres de l'administration, éditeurs de matériel didactique, milieux et associations économiques – doivent être associés à l'effort. Il s'agit, enfin, de déterminer dans quelle mesure, dans quels buts et avec quelles ressources il faut doter les écoles de compétences éducatives en matière financière.

Apprendre avec des exemples concrets

Les jeunes comptent parmi les principaux acteurs du marché. Pour de nombreuses entreprises, ils constituent même une cible non négligeable. Leurs expériences de consommateurs sont déjà multiples; leur intérêt pour la chose économique est fort. C'est à ce stade que l'école publique peut agir: en traitant du bon usage de l'argent, des dépenses et des revenus, de l'investissement et de l'épargne à l'aide d'exemples concrets tirés du quotidien. Ceux-ci peuvent être des étals et des ventes sur le marché, la visite d'une banque, la comparaison entre fournisseurs d'abonnements téléphoniques, l'établissement d'un budget personnel ainsi que le traitement de certaines questions comme les avantages de l'argent par rapport au troc, le rôle des taux d'intérêt ou la raison pour laquelle l'endettement est à la fois si répandu et si dangereux.



Beat W. Zemp
Enseignant gymnasial et président de l'Association faitière des enseignantes et enseignants suisses (LCH), Zurich

D'abord la pratique

Le degré secondaire II (établissements professionnels, filières de maturité spécialisée et écoles secondaires) doit intégrer ce savoir élémentaire. À la fin du cycle, tous les jeunes âgés de 20 ans devraient posséder au moins les connaissances et compétences suivantes:

- compréhension des intérêts composés et aptitude à faire de simples calculs d'intérêts;
- connaissance des dangers de l'argent électronique (piège de l'endettement!);
- aptitude à saisir les rapports élémentaires entre risque et rendement;
- aptitude à se procurer des informations sur des produits financiers courants et à les comprendre;
- capacité d'effectuer par eux-mêmes des opérations bancaires simples, notamment en ligne, et enfin;
- connaissance du système suisse de prévoyance et de ses diverses prestations.

Il faut se centrer sur des thèmes proches de la pratique, sur des jeux faisant appel à des connaissances financières et des connaissances en matière de prévoyance, sur des simulations et sur des entretiens avec des experts.

Optimiser les moyens didactiques

Pour permettre au corps enseignant d'améliorer les compétences financières des enfants et des jeunes, quelques clarifications sont encore nécessaires. Le «Lehrplan 21», qui devrait s'appliquer dans toute la Suisse alémanique dès 2014, comprend des objectifs contraignants et adaptés aux niveaux considérés; il prévoit aussi un nombre d'heures suffisant. En attendant, la formation continue des enseignants des degrés primaire et secondaire I ne fournit que trop peu de bases didactiques sur la question de la culture financière. Dès lors, des choix et des décisions s'imposeront. De plus, la plupart des moyens didactiques ne couvrent qu'imparfaitement les objectifs pédagogiques cités pour les élèves. Ainsi donc, les écoles, tout comme les autres acteurs sociaux, doivent assumer leurs responsabilités pour le bien de notre économie nationale.